

Le gouvernement confirme la relance du nucléaire

Les prochaines étapes de la politique énergétique ont été précisées sur le site d'Arabelle à Belfort.

Erwan Benezet

« **HABEMUS PPE !** » C'est par cette curieuse locution latine, et au milieu de turbines géantes destinées aux réacteurs nucléaires, que Roland Lescure, le ministre de l'Économie, également en charge de l'Énergie, a salué, ce vendredi, à Belfort (Territoire de Belfort), la publication le matin même par décret de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Le texte, attendu depuis trois ans, fixe les grandes lignes de la trajectoire énergétique du pays pour la prochaine décennie.

Une partie des 300 salariés d'Arabelle Solutions, la filiale d'EDF en charge de la pro-

duction de ces monstres de plusieurs dizaines de mètres de long, pour 8 m de large, et accusant le millier de tonnes sur la balance, ont partagé avec lui son enthousiasme. Accompagné de Sébastien Martin, le ministre de l'Industrie, et de Bernard Fontana, le PDG d'EDF, Roland Lescure avait tenu à marquer le coup, en venant sur ce lieu emblématique de la filière nucléaire.

« Ce site, c'est tout un symbole, a rappelé le ministre. C'est ici même, il y a quatre ans presque jour pour jour, que le président de la République avait annoncé la nouvelle feuille de route de l'énergie. » Début 2022, Emmanuel Macron, avait acté devant ces

mêmes salariés la relance du nucléaire français, en annonçant la construction, d'ici à 2035, de six nouveaux réacteurs, de type EPR2. Plus huit supplémentaires en option.

Les réacteurs actuels prolongés

Depuis, des électrons ont coulé sous les lignes électriques. La Russie a envahi l'Ukraine. Une crise énergétique a fait flamber les prix de l'énergie sur les marchés, poussant les pouvoirs publics à mettre en place un bouclier tarifaire au coût astronomique – 100 milliards d'euros (Mds€) – pour protéger les ménages comme les entreprises. L'EPR de Flamanville 3

a enfin pu être raccordé au réseau, non sans avoir coûté quelque 25 Mds€ (contre 3,3 Mds€ prévus initialement) à EDF et à la collectivité. Résultat : la France a plus que jamais besoin de se réarmer énergétiquement. Mais la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie aborde l'avenir d'une façon radicalement différente par rapport à la précédente.

La PPE2, par exemple, prévoyait la mise à l'arrêt définitif de 14 réacteurs nucléaires, sur les 58 à l'époque en activité. Non seulement la nouvelle version est revenue complètement sur ce principe, mais elle grave dans le marbre l'annonce de Belfort en 2022

de se doter de nouvelles capacités de production nucléaire. En parallèle, la durée de vie des réacteurs actuels sera prolongée au-delà des quarante ans prévus lors de leur conception, sauf avis contraire du gendarme du secteur. Tandis que la croissance du renouvelable est, elle, sérieusement ralentie.

Deux mille embauches prévues d'ici à 2030

Un virage à quasi 180 degrés, donc, totalement assumé par le gouvernement. « En quatre ans, le monde a complètement changé, justifie Roland Lescure. L'électrification du pays se fait attendre, d'où une remise à niveau de certaines

filières. Mais il nous faut en parallèle assurer la souveraineté énergétique et industrielle de notre pays. Cela passe par la relance du nucléaire, pour lequel nous avons un savoir-faire et une expertise mondialement reconnue. »

À Belfort, Arabelle Solutions se prépare activement à cette montée en puissance. EDF, sa maison mère et donneur d'ordre, vient d'annoncer un investissement de 350 millions d'euros pour une extension de 20 000 m² de son site. « Avec l'embauche de 600 temps pleins supplémentaires dès cette année, et 2 000 d'ici à 2030 », précise Bernard Fontana, le PDG d'EDF, devant les équipes.